

Vertraulich

VERHANDLUNGSPROTOKOLL

der 6. a.o. Sitzung des Bundesrates

vom 19. August 1992

Le Président René Felber ouvre la séance à 17 heures dans les jardins de la maison de Watteville, en proposant que le Conseil fédéral traite d'abord des questions en suspens relatives aux institutions de Bretton Woods. M. Stich mentionne que la décision de la Pologne de faire partie du groupe de pays présidé par la Suisse devrait tomber dans la soirée. Dès que cette décision sera définitive, le DFF pourra en informer les autorités de Bretton Woods et les pays membres. Reste réservé l'élargissement du groupe à l'Afrique du Sud. Quant aux Gouverneurs, un accord entre MM. Stich et Delamuraz n'est pas encore intervenu sur les propositions du chef du DFF avancées lors de la séance de ce matin. Le Conseil devrait pouvoir trancher lors de sa prochaine séance. M. Delamuraz insiste sur le fait que, du point de vue de la politique intérieure, il est indispensable que les relais avec l'OFAEE et le DFAE soient garantis.

Intégration européenne

En prévision de la session extraordinaire qui s'ouvre lundi et de la rencontre avec les quatre partis gouvernementaux, le Conseil procède à une discussion sur les questions politiques encore ouvertes. Pour M. Delamuraz, il s'agit tout d'abord de déterminer la position du Conseil quant à la date de la votation populaire sur l'AEEE. La date du 6 décembre devrait être maintenue, à condition bien sûr que le Parlement puisse clore ses délibérations au début du mois d'octobre. Quant au traitement parlementaire du 3e rapport sur l'adhésion de la Suisse à la CE, un renvoi au mois de mars serait souhaitable. En effet, les adversaires de l'intégration de la Suisse à l'Europe donnent à cette discussion un poids exagéré par rapport au débat sur l'AEEE. Il semblerait que le PS entend demander au Conseil un rapport



complémentaire, ce qui serait une sortie élégante. Enfin, le Conseil devrait se déterminer sur la nature de l'arrêté fédéral d'approbation de l'AEEE. Le chancelier Couchepin signale que le bureau du Parlement se réunira lundi à 13 heures 30 pour revenir éventuellement sur sa décision de ne pas traiter le rapport sur l'intégration lors de la session extraordinaire.

A propos de la date de la votation, les avis convergent pour maintenir le 6 décembre. Cela est important non seulement sur le plan de la politique extérieure, mais également sur le plan interne. En effet, au début de 1993, aura lieu la discussion sur le GATT; de plus, l'avis de la CE sur la demande d'ouverture de négociations d'adhésion sera connu. Le débat sur l'AEEE en serait ainsi grevé. M. Koller fait remarquer qu'il faut s'attendre au Parlement à des manoeuvres pour bloquer la discussion du paquet Eurolex afin que la votation ne puisse se tenir en décembre déjà. Le Conseil décide de maintenir la date du 6 décembre et plaidera dans ce sens lors des discussions avec les partis gouvernementaux.

In bezug auf die parlamentarische Behandlung des dritten Integrationsberichtes bemerkt Bundesrat Villiger, dass vor allem Gegner der EG diese Diskussion zusammen mit derjenigen über den EWR führen möchten. Dabei gilt es zu bemerken, so Bundesrat Ogi, dass es sich um zwei unterschiedliche Dokumente handelt. Beim EWR geht es um einen durch das Parlament zu behandelnden Vertrag, vom Integrationsbericht aber muss das Parlament nur Kenntnis nehmen. Andererseits bemerkt Bundesrat Cotti, dass die zwei Schritte nicht ganz zu trennen seien. Der EWR ist nur als Etappe zu betrachten. Die Frage muss vom Parlament entschieden werden, wobei der Bundesrat sich einer Verschiebung nicht widersetzen würde, vor allem wenn diese durch das Erfordernis von Zusatzberichten begründet würde.

Bundesrat Koller erläutert die Lage in Sachen Genehmigungsbeschluss. Die Staatspolitischen Kommissionen haben in der Frage des Referendums eine Kompromisslösung gefunden. Danach ist ein nachträgliches Referendum vorzusehen. Nun haben die Aussenpolitischen Kommissionen vor allem aus Prestige Gründen einen geänderten Antrag gestellt. Dadurch wird die konsensuelle Lösung wieder in Frage gestellt. Um ehrlich zu sein, müsste der Bundesrat in jedem Fall die Referendumsmöglichkeit klar relativieren, denn es gibt Anpassungen, die durch den EWR klar aufgezwungen werden. Der Spielraum ist deshalb durch das internationale Recht begrenzt. Die bundesrätliche Lösung bleibt weiterhin die beste, doch in der jetzigen Situation würde der Bundesrat als zweitbeste Lösung auch die Vorschläge der Staatspolitischen Kommissionen und allen-

falls auch diejenigen der Aussenkommissionen akzeptieren. Der Rat ist mit dieser Haltung einverstanden.

M. Cotti soulève la question des mesures d'accompagnement. Le Conseil devrait faire connaître sa disponibilité à étudier des mesures d'accompagnement, notamment dans le domaine social. M. Delamuraz partage cet avis. Il faut montrer une certaine souplesse en la matière. Si un département constate qu'il est nécessaire de faire quelque chose, il doit prendre l'initiative pour étudier les réformes qui s'imposent. M. Koller est d'accord, étant bien entendu que ces mesures doivent faire l'objet de la procédure ordinaire et ne pas être intégrées dans le paquet "Eurolex". La seule exception pourrait être la question du dumping salarial, qui pourrait exiger des décisions plus rapides. Le Conseil partage les avis exprimés et les défendra devant les partis politiques et le Parlement.

Budget 1993

Der Rat führt eine längere Aussprache über das Budget 1993 und dessen Auswirkungen. Es geht insbesondere um die Festlegung einer Limite für das vorgesehene Defizit.

Bundesrat Stich plädiert für eine Beschränkung des Defizits auf höchstens 2,5 Milliarden Franken. Der Rat hat sich diese Zielsetzung bereits gegeben, und die Finanzkommissionen verlangen ebenfalls die Einhaltung einer solchen Limite. Die Lage der Bundesfinanzen hat sich noch mehr verschlechtert, und gegenwärtig beträgt das Defizit für 1993 etwa 3,8 Milliarden Franken. Dies ist eindeutig zu viel, denn die Zinsenlast wird katastrophale Ausmasse annehmen. Die Zinsen steigen so rasch, dass der Rat künftig immer mehr zu sparen hat, um diese Last auszugleichen. Diese Entwicklung findet in einer Zeit statt, in der die Konjunktur angeheizt werden sollte. In diesem Zusammenhang ist ein treffen zwischen der Wirtschaftsdelegation und der Spitze der Nationalbank dringend.

Bundesrat Ogi bemerkt, dass das EVED bereit ist, alle Kürzungsvorschläge des EFD zu verwirklichen, allerdings unter der Bedingung, dass alle andern Departemente dies auch tun. Alle Departemente müssen sich solidarisch zeigen. Die Erhöhung der Treibstoffzölle sollte man durch Dringlichkeitsrecht auf Ende Jahr vornehmen. Die Lage der Bundesfinanzen ist derart schlecht, dass eine volle Kompensation der Teuerung für die Bundesbeamten in Frage gestellt werden müsse. Zudem sollte ein Verzichtplan

erarbeitet werden. Die Beschäftigungssituation ist nicht gut, so dass ein gewisses Defizit der Bundesfinanzen zu verantworten ist.

M. Delamuraz souligne que les prévisions budgétaires du DFF se basent sur une appréciation optimiste de la situation économique. Dans la situation conjoncturelle actuelle, un budget d'austérité ne doit pas être envisagé, mais il faut tout de même limiter les déficits. Fixer ceux-ci à 2,5 milliards est sans doute une bonne chose, mais si l'on considère les réactions des départements, il sera difficile de parvenir à ce but. Le système des réductions linéaires de trois pour cent proposé par le DFF n'est pas intégralement applicable. Quant au personnel, on avait trouvé un bon système de planification qui est maintenant remis en question par les nouvelles propositions du DFF. L'idée de revoir l'adaptation des salaires au renchérissement doit être appliquée. M. Delamuraz partage l'avis de M. Stich pour qui des discussions avec la BNS sont urgentes.

Nach Meinung von Bundesrat Koller soll das Ziel eines Defizits von maximal 2,5 Milliarden Franken nicht aufgegeben werden. Damit dieses Ziel erreicht wird, soll aber auch die Einnahmenseite einbezogen werden. Hier steht die rasche Einführung der Treibstoffzollerhöhung um 25 Rappen durch Dringlichkeitsrecht im Vordergrund. Was die Ausgaben betrifft, so kann das EJPD als Musterschüler gelten, denn das Departement hat alle Vorgaben in bezug auf das Budget erfüllt.

M. Cotti est également d'avis que les efforts doivent être consentis par tous les départements. Néanmoins, il faut tenir compte des situations particulières, notamment de l'importance des dépenses liées. Le DFI est prêt à examiner les propositions concernant le personnel. Une question se pose néanmoins: grâce aux auxiliaires, ne compense-t-on pas ici et là le blocage du personnel? Il serait souhaitable d'obtenir du DFF un rapport à ce propos.

Bundesrat Villiger ist ebenfalls an einer solchen Klärung der Lage interessiert. Das EMD hat bereits zahlreiche Opfer erbracht. Es ist weiterhin bereit, seine Solidarität zu beweisen, aber in einem gerechten Rahmen. Auch soll die im EMD besonders wichtige Planung nicht über den Haufen geworfen werden. In bezug auf das Benzin ist eine rasche Erhöhung der Treibstoffzölle durch Dringlichkeitsrecht anzustreben.

Le Président Felber partage les préoccupations d'ordre économique exprimées par M. Delamuraz. Le DFAE est prêt

à consentir certains efforts, mais il faut tenir compte du fait que ses dépenses sont limitées et que des sommes importantes ne concernent que l'aide au développement. Peut-on vraiment faire des économies sur le dos des plus pauvres? Il y va également de l'image de notre pays. Au sujet des problèmes de personnel, le DFAE fera des propositions au Conseil sur la fermeture de certaines représentations diplomatiques ou consulaires. Au plan politique, il faut que le Conseil fédéral, par son attitude, rende le Parlement attentif à la gravité de la situation des finances de la Confédération.

Le chancelier Couchepin déclare que la Chancellerie a accepté les économies demandés dans un ordre de grandeur de 28 millions de francs. Elle n'est par contre pas en mesure d'appliquer une réduction ultérieure de trois pour cent. Il faut considérer que la Chancellerie est au service des départements: si ceux-ci "font" beaucoup, les frais de la Chancellerie augmentent, et inversement. Les seules économies peuvent être consenties dans le domaine de l'informatique. Mais ici, des retards doivent être comblés et il ne serait pas judicieux de freiner l'évolution en ce moment. A propos de la compensation d'une partie seulement du renchérissement, il faut envisager la possibilité de ne pas augmenter le salaire assuré. Par cette mesure, la non compensation du renchérissement serait moins douloureuse pour le salarié.

Bundesrat Stich stellt mit Befriedigung fest, dass alle Bundesräte das Ziel eines Defizits von maximal 2,5 Milliarden befürworten. Es gilt dabei zu berücksichtigen, dass die Budgetzahlen optimistisch gerechnet wurden. Viel wird von der wirtschaftlichen Entwicklung abhängen. Wichtig ist auch, dass keine zusätzlichen Zinserhöhungen erfolgen. Der Dringlichkeitsweg für die Treibstoffzölle ist diskutierbar, doch muss man dabei berücksichtigen, dass der Bundesrat für eine solche Anpassung bereits zuständig ist. Der Bundeskanzler sollte auch mit dem Parlament Sparmöglichkeiten diskutieren und dabei seine durch die Verfassung festgelegte Zuständigkeit beanspruchen.

Après une brève pause, le Conseil discute les propositions de réduction du DFF et en accepte une partie. Par contre, le Conseil ne peut entrer en matière sur les propositions de réduction linéaire supplémentaire de trois pour cent. Dans cette situation, et étant donné l'objectif fixé par le Conseil fédéral, M. Stich soumet au Conseil deux propositions de rechange. La première prévoit notamment l'entrée en vigueur immédiate de l'augmentation de la surtaxe frappant les carburants, liée à des économies substantielles dans les domaines militaire et de la recherche. La seconde, sans recettes supplémentaires, permettrait des économies de l'ordre

d'un milliard de francs, notamment dans les secteurs de la construction des routes (400 millions), de l'armement (370 millions), de la protection civile (20 millions) et de la science et de la recherche (50 millions).

Ces propositions soulèvent des oppositions très vives. Dès lors que le Parlement a été saisi de la question il n'est politiquement pas possible de décréter une augmentation des taxes sur les carburants. Exiger en outre des économies de cette envergure sur les routes et l'armement notamment ne peut être envisagé sérieusement.

Dans cette situation, le Conseil constate qu'il n'est pas en mesure de trouver des solutions et renvoie la décision à sa prochaine séance. Les membres du Conseil sont invités à présenter au chef du DFF des propositions fermes afin que l'élaboration d'un budget acceptable soit possible.

27.8.1992 AC

SCHWEIZERISCHE BUNDESKANZLEI

geht an:

- Departementsvorsteher (7)
- Bundeskanzler (1)
- Vizekanzler/in (2)